



## Citoyens à l'heure de l'Urgence Climatique. Des actions sur l'étendue du territoire québécois.

Par [Normand Beaudet](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Environnement](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

Trémolo dans la voie, mains qui tremblent, Marc-André a pris son courage à deux mains pour venir partager aux élus de la grande région de Montréal son inquiétude face à la menace climatique. C'est un simple citoyen, comme tant d'autres qui se mobilisent présentement.

Travailleur retraité, il interpelle les maires et élus d'arrondissements pour ses petits-enfants. Il demande aux élus des actions immédiates. Ce scénario se répète présentement partout sur le territoire québécois. Des jeunes, des mères de familles enceinte, des grands parents; des gens de partout fuient le sentiment d'impuissance qui les habite et passent à l'action. Ils n'ont « plus le choix » comme ils le disent, ils se regroupent, forment de petits comités citoyens, s'informent sur l'État d'urgence climatique et déposent auprès de leurs gouvernements de proximité la « Déclaration citoyenne d'Urgence Climatique ». Les citoyens s'engagent dans une campagne qui a pour but d'obtenir un consensus aussi large que possible sur le fait que nous sommes face à un « État d'Urgence »; et que tous, nous devons tous agir maintenant pour contrer la menace!

Dépôt de la Déclaration d'Urgence Climatique à la CMM

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1134054/declaration-urgence-climatique-cmm-valerie-pl-ante-andre-belisle>

### Origines de la campagne.

La démarche proposée est simple. Elle permet à tous d'agir près de chez eux. Elle fait en sorte que partout les gens peuvent collectivement construire une force politique. La campagne tire ses origines d'une collaboration entre deux cinéastes Michel Jetté et Louise Sabourin; et André Belisle militant écologiste connu de l'AQLPA. Après la rédaction de la déclaration, le groupe a entendu parler du travail d'un comité citoyen Action Environnement Basses-Laurentides (AEBL), face au projet d'oléoduc Énergie-Est.

La DUC

<https://www.groupmobilisation.com/la-duc>

Le comité citoyen avait aidé des enseignants à produire un mémoire sur la menace à l'eau potable que constituaient les oléoducs traversant le Saint-Laurent. Mais pas n'importe quel enseignants, ceux du Centre national de formation au traitement de l'eau (CNFTE),

l'école qui forme les opérateurs d'usines de purification des eaux du Québec. Suite au report du BAPE sur le projet d'oléoduc, le document dévastateur a été déposé dans les MRCs de la Rive Nord de Montréal et à la CMM. Le rapport confirmait l'absence de plan B pour l'approvisionnement en eau potable de la grande région de Montréal en cas de déversement pétrolier dans la rivière des Outaouais. Le rapport fut aussi diffusé aux opérateurs d'usines de purification des eaux du Grand Montréal. Le rapport a permis aux autorités régionales et surtout à la CMM de se positionner fermement contre le projet Énergie-Est de Transcanada. Un facteur clé dans l'abandon du projet.

Mémoire du personnel enseignant :

<http://multicentre.cstrois-lacs.qc.ca/images/PGL/pdf/MemoireCNFTE.pdf>

### **Une approche efficace.**

Le comité de la DUC a donc pris contact avec le comité citoyen AEBL pour mettre en œuvre une stratégie de dépôts citoyens d'une déclaration d'urgence aux instances de proximité à travers la province. Ainsi, dès l'été 2018, pendant la séquence dramatique de canicules que nous avons tous subi, le comité s'est mis à l'œuvre. Quelques dépôts ont été testés sur la rive-nord de Montréal. La démarche fut documentée à des fins de diffusion par la vidéo. La réceptivité des autorités municipales a été surprenante, et la démarche concluante. Les essais ont démontrés que élus de proximité sont effectivement inquiets.

La campagne de la DUC a été formellement lancée juste avant le lancement officiel de la récente campagne électorale provinciale qui a menée à l'élection de François Legault. Le dépôt formel et la demande d'endossement a pris la forme d'une tournée des principaux partis politiques en lice à la marche. Puis un exercice de signature publique de la DUC par les chefs de partis a été organisé au pied de l'édifice de Radio-Canada juste avant le débat des chefs. Ainsi la campagne de la DUC a obtenu les signatures de Alex Tyrrel (Verts), Manon Massé (Solidaire), et J-F Lisée (PQistes) en pleine manifestation du milieu communautaire. L'exercice a permis une première diffusion de l'initiative. Greenpeace, de son côté, organisa pour l'occasion un die-in de plusieurs centaines de personnes. La démarche de la DUC était lancée.

Lancement de la DUC devant Radio-Canada

<https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201809/13/01-5196496-debat-des-chefs-des-centaines-de-manifestants-devant-radio-canada.php>

### **La campagne émerge.**

Afin de maintenir la pression sur le nouveau gouvernement CAQiste élu sur la question climat il fallait poursuivre la mobilisation. La stratégie d'endossement par les pouvoirs de proximité s'est véritablement mise en route suite à l'élection en visant les grands centres urbains et surtout les élus de la grande région de Montréal, déjà sensibilisés. Coup de théâtre, non seulement trois municipalités régionales de comtés tests (les MRCs Thérèse de Blainville, Deux-Montagnes et Argenteuil) endossent rapidement la Déclaration citoyenne. Puis un autre grand coup d'accélérateur pour la démarche, le rapport dévastateur du GIEC pousse la Communauté métropolitaine de Montréal qui représente trois millions de citoyens à annoncer qu'elle endossera une déclaration similaire à la version citoyenne au moment annoncé du dépôt le 5 novembre. Le mouvement est véritablement

lancé, une première vague de fond de dépôts se met en branle et comprendra des dizaines de municipalités, des arrondissements et des MRC. A ce jour, la campagne qui débute touche une demi-douzaine de MRC, la CMM, la CMQ et des dizaines de municipalités; soit les représentants de proximité de plus de 4 millions de québécois. En quelques semaines, ce démarrage inespéré!

Un mouvement citoyen interpelle les villes pour contrer la crise climatique

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1133806/declaration-urgence-climatique-cmm-valerie-pl-ante-andre-belisle>

### **Des dirigeants municipaux inquiets.**

La campagne a permis de découvrir que les dirigeants municipaux sont particulièrement sensibles aux enjeux climatiques. Ce sont eux qui sont directement appelés à intervenir lorsqu'un aléa survient. Que ce soit le verglas, une tempête qui érode les berges et détruit des maisons, une tornade ou une inondation printanière; les autorités municipales seront sur la première ligne et ils le savent très bien. Du dépôt à l'obtention d'un appui ou d'un refus, la démarche devait prendre selon nos plans, jusqu'à trois mois. De toute évidence, dans plusieurs cas, c'est beaucoup plus rapide.

Lorsqu'il y a des délais, ces délais permettent aux comités citoyens de poursuivre le travail dans leur communauté avec diverses instances locales de pouvoir, qui seront-elles aussi aux premières lignes d'intervention en cas de désastres climatiques. Ultimement, chaque endossement renforce le poids politique de la démarche, soit la reconnaissance de la situation d'Urgence climatique par des intervenants de première ligne. Qu'ils soient responsables des services d'incendies, de police, de la voirie ou associés aux services scolaires ou de santé, les pouvoirs locaux reconnaissent tous la nécessité d'agir maintenant; pour ne pas être coincé plus tard.

Les acteurs politiques parlent de plus en plus d'acceptabilité sociale pour approuver des projets. Mais on parle en fait de l'acceptabilité par les pouvoirs locaux qui eux peuvent être influencés en faveur ou en défaveur d'un projet. Mais le jour où les citoyens subiront les affres d'un désastre, ces pouvoirs locaux savent que c'est à eux que les citoyens demanderont des comptes. Ils savent aussi que les gouvernements supérieurs s'en tireront en promettant des chèques et en profitant d'un « show de caméras ».

### **Une campagne qui démarre!**

La campagne est jeune, elle n'est qu'à ses tout premiers pas. Elle s'inscrit dans la forte tendance citoyenne à se mobiliser en faveur d'actions importantes pour faire cesser les comportements qui attisent les bouleversements climatiques. Elle veut mobiliser les citoyens sur l'étendue du territoire québécois, leur fournir une action à poser et des outils afin d'accroître l'efficacité des gestes posés. C'est un appel à une mobilisation de masse immédiate!

L'utilisation du document vidéo et de l'image sont au cœur de la campagne. L'approche est pédagogique et vise à inciter les gens à agir. Les gens préoccupés visionnent les documents vidéo diffusés via les médias sociaux. Ils y voient des gens inquiets tout comme eux qui passent à l'action, et déposent une Déclaration, ils sont incités à faire de même. La DUC est une démarche à long terme, qui doit se poursuivre dans le temps. Son objectif est

de toucher le plus d'instances décisionnelles de proximité possible (élus municipaux, instances de l'éducation, et de la santé, organisations syndicales et autres). La DUC devient donc un immense dialogue social sur les enjeux climatiques entre citoyens et élus de tous les niveaux.

### **Établir un rapport de force.**

La très vaste reconnaissance de l'Urgence Climatique par les pouvoirs de proximité touchant présentement près de 5 millions de citoyens a son poids. Un poids qui s'ajoute aux plus de 200 000 citoyens qui ont signé le Pacte pour une transition, auquel s'additionnent les dizaines de milliers de citoyens qui manifestent dans les rues de la province depuis des mois en répondant aux appels des comités citoyens « La planète s'invite au Parlement ». Le scénario se prépare pour un très vaste mouvement citoyen qui contraindra le gouvernement à agir.

La toute petite équipe de la DUC prépare présentement la suite. Des discussions sont en cours pour remettre de la pression sur l'Assemblée Nationale du Québec, déjà les oppositions sont mobilisées. Un dialogue continu et direct doit s'établir entre élus et citoyens sur les enjeux d'urgence climatique. Mais la véritable pression viendra de la base. Des citoyens qui persistent inlassablement à interpeller les lieux de pouvoir. Des citoyens qui manifestent, et décident à certains moments de passer aux actions directes. Il y aura des tournées, de la formation et la population du Québec, dans cette lutte, aura gain de cause. Un dialogue direct doit débiter dès que possible et permettre l'implication du plus grand nombre possible. Des « États généraux », pourquoi pas. Mais les exercices doivent mener à l'action, d'ici vingt (20) mois des gestes importants doivent avoir été posés. On ne peut plus remettre, demain il sera trop tard!

**Normand Beaudet**

Centre de ressources sur la non-violence (CRNV)

Militant du comité citoyen Action Environnement Basses-Laurentides (AEBL)

Comité de coordination de la Déclaration d'Urgence Climatique (DUC)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca)  
Copyright © [Normand Beaudet](http://Normand Beaudet), [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca), 2018

Articles Par : [Normand Beaudet](http://Normand Beaudet)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)